

Monsieur l'Inspecteur,
Monsieur le Principal,
Madame le Principal-Adjoint,

Nous, enseignants du collège Elhuyar réunis en heure d'information syndicale avec nos représentants SNES FSU et FO, voulons vous faire part de notre refus de la Réforme du Collège inscrite dans le cadre de la loi de Refondation de l'Ecole.

Nous tenons à affirmer par cette lettre les éléments suivants et à les porter à votre connaissance :

- Nous ne voulons pas être «formés» à la perte de cours disciplinaires : chaque semaine, 4 heures de cours seraient perdues, soit l'équivalent d'une demi-année scolaire.
- Nous ne voulons pas être «formés» à l'inégalité entre les élèves : les programmes ne seraient plus annuels, mais répartis par cycles de 3 ans (CM1-CM2-6ème // 5ème-4ème-3ème). À l'intérieur de ces cycles, chaque établissement fixerait la progression des contenus .
- Nous ne voulons pas être «formés» à l'inégalité entre les établissements : chaque établissement utiliserait 20% de son temps scolaire à des «activités» à la place de l'enseignement des matières.
- Nous ne voulons pas être «formés» à la dilution des disciplines scientifiques dans l'EIST (Enseignement Intégré des Sciences et de la Technologie).
- Nous ne voulons pas être «formés» à la mort programmée des langues régionales. Nous exigeons que l'enseignement du basque soit considéré comme une discipline à part entière et qu'une dotation horaire spécifique soit attribuée pour garantir et développer l'enseignement du basque en option et en bilingue.
- Nous ne voulons pas être «formés» à la mort programmée des langues anciennes (plus d'horaire attribué à l'enseignement du latin, le maintien serait un choix d'établissement).
- Nous ne voulons pas être «formés» à la disparition de la fonction d'enseignant des professeurs documentalistes qui deviendraient une simple variable d'ajustement dans les EPI.
- Nous ne voulons pas être «formés» à un brevet où les épreuves terminales ne servent quasiment plus à rien, une évaluation où en fait les compétences transversales du socle comptent davantage que l'évaluation des disciplines qui elle, est réduite à la portion congrue.
- Nous ne voulons pas être «formés» à l'accumulation de réunions sans lesquelles la mise en oeuvre des différents projets, des différentes concertations et des multiples conseils est impossible.

Nous refusons la mise en concurrence des disciplines et des enseignants au sein des établissements.

Nous refusons une réforme qui ne vise que des économies budgétaires au détriment de la qualité de l'instruction et de l'éducation des élèves.

C'est pourquoi nous refusons de cautionner de quelque manière que ce soit la préparation et la mise en place de cette réforme dont nous voulons l'abrogation.

À Hasparren, le 19 novembre 2015